

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE -- BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 - 2669

16 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'apposition d'un signe distinctif sur les monuments et sites protégés

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance relative à la conservation du patrimoine immobilier du 4 mars 1993, notamment l'article 30;

Sur la proposition du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les monuments et les sites dans ses attributions,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Tout propriétaire d'un bien protégé est tenu par la décision du Gouvernement, d'admettre l'apposition d'un signe distinctif sur le bien ou aux abords immédiats de celui-ci.

Art. 2. Le signe distinctif consiste en un panneau de 10 cm sur 15 cm en forme d'écu, pointé en bas, écartelé en sautoir d'azur et d'argent.

Un carré de couleur bleue, dont un angle s'inscrit dans la pointe de l'écusson, est surmonté d'un triangle de même couleur, les deux délimitant un triangle blanc de chaque côté.

Le carré reproduit en son centre l'emblème de la Région, entouré de la mention « Monument protégé — Beschermid monument », « Site protégé — Beschermid landschap » ou « Ensemble protégé — Beschermid geheel ».

Art. 3. Le signe distinctif est placé à l'endroit où il est le plus visible et de façon à ne pas détériorer le bien ou le site protégé.

Lorsque les proportions ou la nature du bien faisant l'objet de la protection l'exigent, le Gouvernement peut décider l'apposition d'un signe distinctif dont le format ou la fréquence répond à l'objectif de signalisation.

Art. 4. § 1^{er}. Un délégué de l'administration est présent lors de l'apposition du signe distinctif et décide de l'endroit le plus approprié. Il avertit le propriétaire de la date d'apposition.

§ 2. En cas de contestation du propriétaire, le Gouvernement, après avoir demandé, s'il l'estime nécessaire, l'avis de la Commission royale des Monuments et des Sites, décide de l'endroit le plus approprié.

Art. 5. Le Ministre qui a les monuments et les sites dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mars 1995.

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et des Monuments et Sites,
D. GOSUIN

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 - 2669

16 MAART 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het aanbrengen van een kenteken op de beschermde monumenten en landschappen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie inzake het behoud van het onroerend erfgoed van 4 maart 1993, inzonderheid op het artikel 30;

Op de voordracht van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wiens bevoegdheden de monumenten en landschappen behoren;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Iedere eigenaar van een beschermd onroerend goed dient, bij besluit van de Regering, het aanbrengen van een kenteken op het goed of in de onmiddellijke omgeving ervan, toe te laten.

Art. 2. Het kenteken bestaat uit een bord van 10 cm op 15 cm in de vorm van een naar beneden gericht schild, gekwartierd in een azuurblauw en zilver schuin kruis.

Boven een blauw vierkant, waarvan één van de hoeken in de punt van het schild past komt een driehoek in dezelfde kleur, waarbij beide aan weerskanten een witte driehoek afbakenen.

Het vierkant draagt in het midden het embleem van het Brussels Gewest, omringd door de vermelding « Beschermid monument — Monument protégé », « Beschermid landschap — Site protégé » of « Beschermid geheel — Ensemble protégé ».

Art. 3. Het kenteken wordt op de meest zichtbare plaats aangebracht en zodanig dat het het beschermd monument of landschap niet beschadigt.

Wanneer de verhoudingen of de aard van het goed dat het voorwerp uitmaakt van de bescherming dit vereist, kan de Regering beslissen een kenteken aan te brengen waarvan het formaat of het aantal beantwoordt aan het doel van het teken.

Art. 4. § 1. Een afgevaardigde van het bestuur is aanwezig wanneer het kenteken aangebracht wordt en duidt de meest geschikte plaats aan. Hij stelt de eigenaar op de hoogte van de datum waarop het aangebracht zal worden.

§ 2. Ingeval de eigenaar dit betwist, duidt de Regering, in voorkomend geval, na advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, de meest geschikte plaats aan.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheden de monumenten en landschappen behoren is met de uitvoering van onderhavig besluit belast.

Brussel, 16 maart 1995.

De Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud, Waterbeleid en Monumenten en Landschappen,
D. GOSUIN

F. 95 - 2670

[31445]

6 JUILLET 1995. — Arrêté ministériel fixant les compétences du Secrétaire d'Etat régional adjoint au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ainsi que par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment l'article 41;

N. 95 - 2670

[31445]

6 JULI 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de bevoegdheden van de gewestelijke Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsmede bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur, inzonderheid op artikel 41;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, tel qu'il a été modifié par les lois du 9 août 1980 et du 16 juin 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 4 juillet 1991 portant règlement des actes de l'Exécutif, modifié par les arrêtés des 10 décembre 1992, 16 janvier 1995, 9 mars 1995 et 27 avril 1995;

Vu l'urgence dans laquelle se trouve le Gouvernement d'assurer son fonctionnement sans délai,

Arrête :

Article 1. Le présent arrêté règle des matières visées à l'article 107 quater de la Constitution, article 39 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "la loi spéciale", la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

Art. 3. Monsieur Eric ANDRE porte le titre de « Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 4. Monsieur Hervé HASQUIN, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport, délégué à Monsieur Eric ANDRE, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, les compétences ci-après en matière de :

I. Travaux publics :

la gestion de la voirie de surface sous tous ses aspects, y compris les aménagements techniques de celle-ci pour les taxis;

II. Aménagement du territoire, équipement et déplacements :

tous les aspects des relations avec le Port de Bruxelles, y compris la tutelle sur cette institution;

III. Gestion du patrimoine de la Région et de la politique foncière :

— sans préjudice de l'article 7, 4ème alinéa de l'arrêté du 7 juillet 1995 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant des compétences entre les Ministres, tous les aspects de la gestion du patrimoine régional public et privé, y compris les travaux et la gestion du Palais provincial, le patrimoine de la Régie d'Agglomération et la gestion de sa liquidation;

— tous les aspects de la politique foncière de la Région;

IV. Rénovation des sites économiques désaffectés :

tous les aspects de cette politique;

V. Administration :

l'autorité sur les services A3, B1 et B3 de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements ainsi que le service de la politique foncière;

Le Secrétaire d'Etat bénéficiera, en outre, du concours :

— du service A2 de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements dans les domaines comptable, juridique et de contrôle pour tout problème concernant l'aménagement et la gestion de la voirie;

— du service B2 de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements pour tout problème concernant la gestion de la voirie;

VI. Commissions consultatives et artistiques pour les matières relevant des Travaux publics.

Art. 5. Le Ministre du Gouvernement prend l'avis du Secrétaire d'Etat quant à :

— la politique générale relative aux matières qui lui sont déléguées en vertu du présent arrêté;

— la politique générale en matière de déplacements lorsqu'un de ses aspects intéresse les matières qui lui sont déléguées;

— l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région lorsque ce dernier recoupe l'un des aspects des matières déléguées.

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals het werd gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de besluit van de Executieve van 4 juli 1991 tot regeling van de akten van de Executieve, gewijzigd bij de besluiten van 10 december 1992, 16 januari 1995, 9 maart 1995 en 27 april 1995;

Gelet op de toestand van hoogdringendheid waarin de Regering zich bevindt om onverwijld te voorzien in de regeling van haar werking,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt aangelegenheden bedoeld door artikel 107 quater van de Grondwet, artikel 39 van de door de wet van 17 februari 1994 gecoördineerde Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient onder "de bijzondere wet" te worden verstaan de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur.

Art. 3. De heer Eric ANDRE draagt de titel van « Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Art. 4. De heer Hervé HASQUIN, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer, delegeert aan de Heer Eric ANDRE, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de hierna bepaalde bevoegdheden inzake :

I. Openbare Werken :

al de aspecten van het beheer van de bovengrondse wegen, met inbegrip van de technische geschiktmakingen ervan voor de taxis;

II. Ruimtelijke ordening, uitrusting en vervoer :

al de aspecten van de betrekkingen met de Haven van Brussel, met inbegrip van de voogdij over die instelling;

III. Beheer van het patrimonium van het Gewest en van het grondbeleid :

— onverminderd artikel 7, 4e lid, van het besluit van 5 juli 1995 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers, al de aspecten van het beheer van het openbaar en particulier gewestelijk patrimonium, met inbegrip van de werken aan en het beheer van het Provinciaal Paleis, het patrimonium van de Agglomeratieregie en het beheer van haar vereffening;

— al de aspecten van het grondbeleid van het Gewest;

IV. Vernieuwing van verlaten bedrijfsruimten :

al de aspecten van dat beleid;

V. Administratie :

het gezag over de diensten A3, B1 en B3 van het Bestuur Uitrusting en Vervoerbeleid, alsmede over de dienst van het grondbeleid;

Daarnaast zal de Staatssecretaris de medewerking genieten van :

— de dienst A2 van het Bestuur Uitrusting en Vervoerbeleid op boekhoudkundig en juridisch vlak en op het gebied van de controle voor ieder probleem betreffende de aanleg en het beheer van wegen;

— de dienst B2 van het Bestuur Uitrusting en Vervoerbeleid voor ieder probleem betreffende het wegenbeheer;

VI. Consultatieve en artistieke Commissies voor de aangelegenheden die onder Openbare Werken ressorteren.

Art. 5. De Minister van de Regering wint het advies in van de Staatssecretaris met betrekking tot :

— het algemeen beleid betreffende de aangelegenheden welke hem krachtens dit besluit zijn gedelegeerd;

— het algemeen beleid inzake vervoer wanneer één van de aspecten ervan betrekking heeft op de aangelegenheden welke hem zijn gedelegeerd;

— het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Gewest wanneer dat akkoord betrekking heeft op één van de aspecten van de gedelegeerde aangelegenheden.

Art. 6. Les actes signés par le Secrétaire d'Etat sont dispensés du contreseing du Ministre dans les matières suivantes :

a) les études préparatoires à l'examen des dossiers qui entrent dans les attributions du Secrétaire d'Etat et dont le coût ne dépasse pas 5.000.000 BEF;

b) la passation et la gestion courante des marchés pour les travaux, fournitures et services qui s'inscrivent dans la préparation et l'exécution de la politique arrêtée par le Ministre du Gouvernement dont l'estimation et le montant hors T.V.A. sont inférieurs aux montants figurant au tableau suivant :

	Adjudication publique ou appel d'offres général — Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint — Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag	Marché de gré à gré — Onderhandse opdracht
Travaux / Werken Fournitures / Leveringen Services / Diensten	50 millions/miljoen	25 millions/miljoen	5 millions/miljoen

c) dans le cadre de l'exécution du budget de la Région de Bruxelles-Capitale, toute subvention non réglementée ou facultative dont le montant est inférieur à 500.000 BEF;

d) les acquisitions et les aliénations de biens immobiliers pour des montants inférieurs à 50 millions BEF;

e) sans dispenser de l'accord du Ministre ayant les Finances dans ses attributions et du Ministre chargé de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport, les emprunts n'excédant pas 50 millions BEF;

f) le contrat de gestion avec les organismes placés sous son autorité ainsi que leurs programmes pluriannuels et annuels d'investissement n'excédant pas 50 millions BEF;

g) l'octroi de subventions organiques de moins de 50 millions BEF;

h) la gestion du fonds budgétaire pour l'équipement et les déplacements pour ce qui concerne les matières qui lui sont déléguées.

Art. 7. La compétence du Secrétaire d'Etat n'exclut pas celle du Ministre qui peut toujours évoquer une affaire.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets à dater du 7 juillet 1995.

Art. 9. Monsieur Hervé HASQUIN, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport, et Monsieur Eric ANDRE, Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juillet 1995.

H. HASQUIN,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de l'Aménagement du territoire,
des Travaux publics et du Transport.

E. ANDRE,

Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, de la Politique foncière, de la Gestion du Patrimoine et de la Rénovation des Sites économiques désaffectés

Art. 6. De door de Staatssecretaris ondertekende akten worden vrijgesteld van medeondertekening door de Minister voor de volgende aangelegenheden :

a) de studies ter voorbereiding van het onderzoek van de dossiers welke tot de bevoegdheid van de Staatssecretaris behoren en waarvan de prijs de 5.000.000 BEF niet overschrijdt;

b) de gunning en het dagelijks beheer van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten die kaderen in de voorbereiding en de uitvoering van het door de Minister van de Regering bepaalde beleid, waarvan de raming en het bedrag, exclusief B.T.W., lager zijn dan de bedragen welke in de tabel hieronder zijn opgenomen :

c) in het kader van de uitvoering van de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, iedere niet gereguleerde of facultatieve toelage waarvan het bedrag lager is dan 500.000 BEF;

d) de verwervingen en vervreemdingen van onroerende goederen voor bedragen lager dan 50 miljoen BEF;

e) zonder vrijstelling van het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheden de Financien behoren en van de Minister belast met de Ruimtelijke Ordening, de Openbare Werken en het Vervoer, de leningen die de 50 miljoen BEF niet overschrijden;

f) het beheerscontract met de onder zijn gezag geplaatste instellingen, alsmede hun meerjaren- en jaarplannen inzake investeringen die de 50 miljoen BEF niet overschrijden;

g) de toekenning van organieke toelagen van minder dan 50 miljoen BEF;

h) het beheer van het begrotingsfonds voor uitrusting en vervoer, wat betreft de hem gedelegende materies.

Art. 7. De bevoegdheid van de Staatssecretaris sluit die van de Minister niet uit, die te allen tijde een zaak tot zich kan trekken.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 7 juli 1995.

Art. 9. De Heer Hervé HASQUIN, Minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer, en de Heer Eric ANDRE, Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juli 1995.

H. HASQUIN,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken en Vervoer

E. ANDRE,

Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Openbare Werken, Grondbeleid, Patrimoniumbeheer en Vernieuwing van verlaten Bedrijfsruimten

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 - 2671

[C - 31477]

7 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Collège réuni modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1950 relatif à l'encouragement de l'activité familiale des services de soins à domicile

Le Collège réuni,

Vu l'article 135 de la Constitution, coordonnée le 17 février 1994;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 - 2671

[C - 31477]

7 SEPTEMBER 1995. — Besluit van het verenigd College tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1950 tot aanmoediging van de gezinsactiviteit der diensten voor verzorging aan huis

Het Verenigd College,

Gelet op artikel 135 van de Grondwet, gecoördineerd op 17 februari 1994;